Guide sur la formulation d'engagements

Mai 2021

TOKYO NUTRITION FOR GROWTH SUMMIT 2021

Food, Health, & Prosperity for All

Table des matières

Glossaire 2

1. Résumé 3

2. Sommet de la nutrition pour la croissance Tokyo 2021 : saisir l'occasion 4

3. Principes d'engagement 6

Annexe : Conventions, objectifs, cibles, stratégies et normes sur l'alimentation et la nutrition

4. Formuler un bon engagement 9

Qui peut prendre un engagement ? 9

Qu'est-ce qu'un engagement ? 9

Les engagements SMART 9

Formuler des engagements SMART et les aligner sur les priorités nationales 10

Les Principes d'engagement du Sommet 11

5. Faire une promesse d'engagement : prochaines étapes 13

6. Recommandations d'engagement pour chaque domaine clé 14

Intégrer la nutrition dans la couverture sanitaire universelle 14

Annexe : Mobiliser les engagements pour des changements en profondeur : CSU

Construire des systèmes alimentaires : favoriser une alimentation sûre, durable et saine qui protège la santé des populations et de la planète 17

Annexe : Mobiliser les engagements pour des changements en profondeur : systèmes alimentaires

Promouvoir la résilience : lutter efficacement contre la malnutrition dans les contextes fragiles et touchés par les conflits 20

Annexe : Mobiliser les engagements pour des changements en profondeur : résilience

Financer la nutrition : mobiliser de nouveaux investissements et favoriser l'innovation dans le financement de la nutrition 22

Annexe : Plus d'argent pour la nutrition et plus de nutrition pour l'argent

7. Références 26

Glossaire

Sommet de la nutrition pour la croissance Tokyo 2021 — Le Sommet de la nutrition pour la croissance de Tokyo (N4G), qui se déroulera au Japon en décembre 2021, sera organisé par le gouvernement japonais et marquera le point culminant de l'année. Ce sommet réunira un échantillon représentatif de parties prenantes pour rendre hommage aux engagements N4G pris tout au long de l'année et annoncer les engagements financiers et politiques définitifs qui traceront la voie vers 2030 en formulant des recommandations concrètes à l'intention de la communauté internationale.

Pacte 2021 pour la nutrition — Ce document final du Sommet N4G sert d'accord mondial et résume les conclusions du Sommet N4G, les recommandations d'action adressées à la communauté internationale et l'ambition conjointe de toutes les parties prenantes d'atteindre des objectifs nutritionnels précis dans un délai donné. Le Pacte présentera en annexe l'ensemble des engagements définitifs de toutes les parties prenantes.

Domaines clés — Le gouvernement japonais a recensé trois domaines clés qui sont essentiels à la réalisation des objectifs mondiaux et à l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes : (1) Faire de la nutrition une partie intégrante de la couverture sanitaire universelle (CSU) ; (2) Construire des systèmes alimentaires qui favorisent une alimentation et une nutrition saines, garantissent les moyens de subsistance des producteurs et sont résilients face aux changements climatiques ; (3) Lutter efficacement contre la malnutrition dans les contextes fragiles et touchés par les conflits. La mise en œuvre de la redevabilité fondée sur les données et la mobilisation de nouveaux investissements qui stimulent l'innovation dans le financement de la nutrition sont des objectifs transversaux de ces trois domaines clés. Tous les engagements N4G relèveront d'un ou de plusieurs de ces domaines.

Groupes de travail thématiques — Chaque domaine clé a son propre groupe de travail, qui a entamé un processus de consultation afin de trouver les priorités clés et de déterminer les engagements spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et limités dans le temps (SMART) du domaine.

Groupes d'intérêt — Les réseaux qui appuient la coordination et la mobilisation des engagements au sein de leurs groupes de parties prenantes respectifs et qui assurent la rétroaction par le biais d'un Groupe consultatif composé de représentants des Nations Unies, des gouvernements donateurs, de la société civile, du milieu universitaire, des gouvernements nationaux et des pays du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN).

Les Principes d'engagement N4G — Principes auxquels doivent se conformer toutes les parties prenantes pour garantir un processus crédible et transparent, exempt de conflits d'intérêt, qui donnera lieu à des promesses solides et consensuelles lors du Sommet N4G.

1 Résumé

2020 a marqué le début d'une décennie de course vers l'échéance des Objectifs de développement durable (ODD) à l'échelle mondiale en 2030. Fidèle à l'héritage du Sommet de la nutrition pour la croissance (N4G), le gouvernement du Japon attire l'attention du monde entier sur l'un de ces objectifs en particulier, l'ODD 2 : Faim zéro. L'objectif « Faim zéro » comprend des cibles qui visent à éliminer toutes les formes de malnutrition d'ici 2030 et à faire en sorte que toutes les personnes aient accès à une alimentations saine et nutritive toute l'année.

Le Sommet N4G de Tokyo, qui se tiendra au Japon en décembre 2021 sous les auspices du gouvernement japonais, offre une occasion historique de transformer l'approche mondiale de lutte contre le problème de la malnutrition. Le Sommet survient à un moment charnière, à mi-parcours de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, alors qu'il ne reste que quatre ans pour atteindre les cibles de l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS) en matière de nutrition maternelle, infantile et du jeune enfant, et neuf ans pour réaliser les ODD.

Pour atteindre ces objectifs, il faudra accroître considérablement l'investissement mondial dans la nutrition : une personne sur trois dans le monde souffre d'au moins une forme de malnutrition (dénutrition, obésité, surpoids ou carences en micronutriments) et les tendances actuelles laissent prévoir qu'une personne sur deux souffrira de malnutrition d'ici 2025 (Rapport sur la nutrition mondiale 2018). Les pays, les donateurs, le secteur privé et la société civile intensifient leurs efforts pour trouver des moyens innovants de stimuler des progrès, mais il faut rapidement passer à la vitesse supérieure. Les objectifs mondiaux et nationaux doivent se traduire en engagements et en actions clairs et concrets, et ceux qui s'engagent doivent pouvoir être tenus responsables.

Le présent Guide sur la formulation d'engagements N4G est rédigé à l'intention de toutes les parties prenantes qui peuvent contribuer à la réalisation des cibles et des objectifs mondiaux en matière de nutrition. Le gouvernement japonais encourage la participation d'un ensemble diversifié de groupes d'intérêt, dont les gouvernements nationaux, les donateurs, les organisations multilatérales philanthropiques, les organisations de la société civile, les entreprises de toutes tailles et les associations professionnelles. Le présent Guide fournit les outils et les ressources nécessaires pour préparer un engagement spécifique, mesurable, atteignable, réaliste et limité dans le temps (SMART) en amont du Sommet. Il s'appuie sur les travaux déjà entrepris par la communauté internationale de la nutrition pour guider les gouvernements, les donateurs, les entreprises et les organisations de la société civile qui cherchent à s'engager concrètement dans le cadre du Sommet.

La deuxième partie
décrit les possibilités offertes par le Sommet.

La troisième partie
résume qui peut prendre des engagements, à quoi ressemble un engagement SMART et comment formuler un engagement. Cette partie contient les Principes d'engagement N4G pour le Sommet 2021.

La quatrième partie
récapitule les prochaines étapes.

La cinquième partie
recense les ressources utiles pour les trois domaines clés que le gouvernement du Japon considère comme prioritaires :

1. Intégrer la nutrition dans la couverture sanitaire universelle (CSU) ;
2. Construire des systèmes alimentaires qui favorisent une alimentation sûre, durable et saine qui protège la santé des populations et de la planète ;
3. Lutter efficacement contre la malnutrition dans les contextes fragiles et touchés par les conflits en soutenant la résilience.

2 Sommet de la nutrition pour la croissance Tokyo 2021 : saisir l'occasion

Pour remporter la course qui mènera à l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030, il est impératif de transformer les systèmes alimentaires, de santé et de protection sociale pour améliorer la santé, la nutrition et l'alimentation. Il est urgent de mettre l'accent sur la lutte contre la dénutrition et d'enrayer les épidémies mondiales d'obésité et de maladies liées à l'alimentation pour renforcer le capital humain. Pour gagner cette course, il faut avant tout que le monde réponde en priorité aux besoins nutritionnels des plus vulnérables.

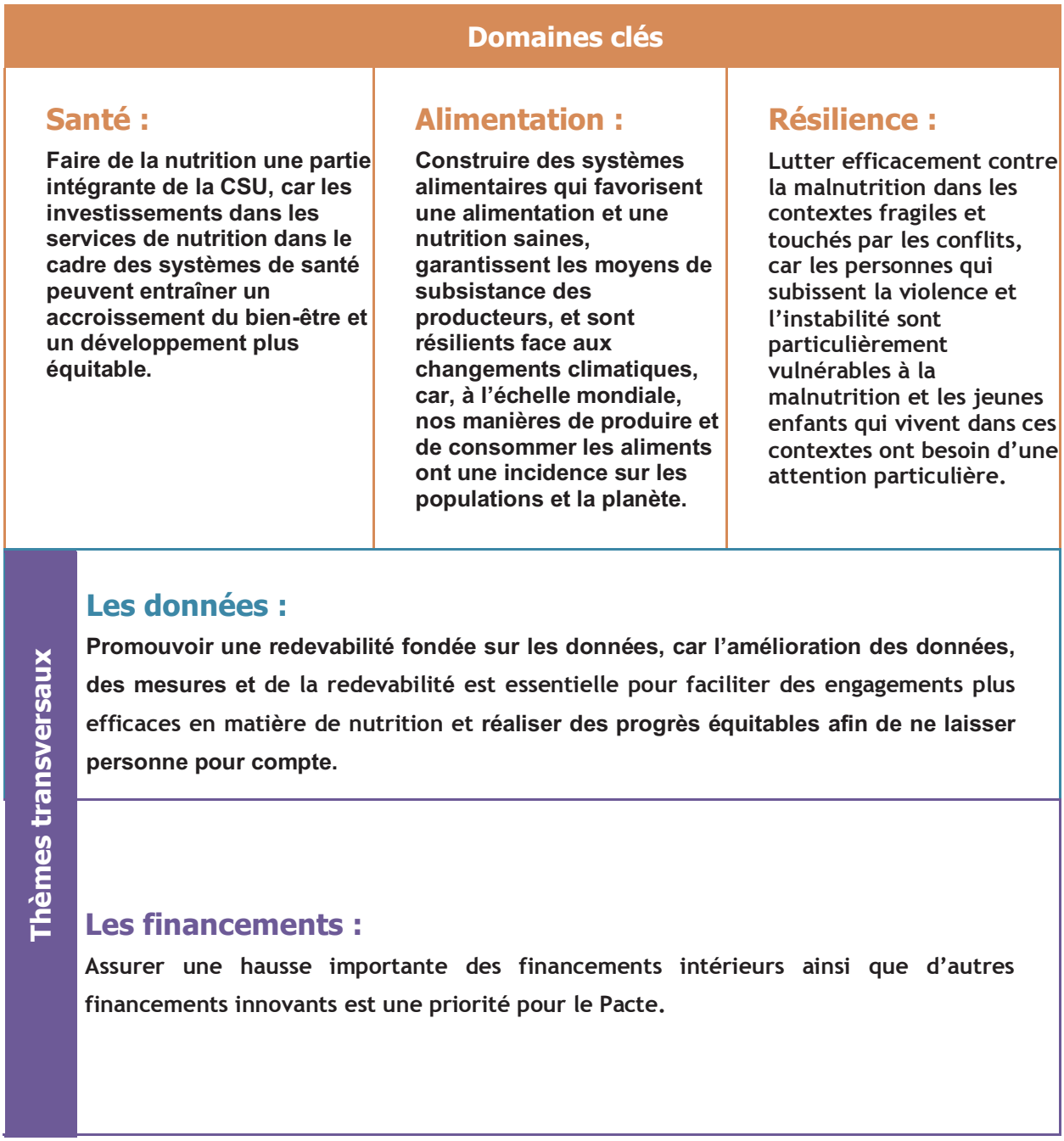
La question de l'engagement est au cœur du Sommet. Il est prouvé qu'investir dans la nutrition est l'un des meilleurs placements pour la santé mondiale et le développement : pour chaque dollar investi dans la nutrition, 16 dollars reviennent à l'économie locale (Horton et Hoddinott, 2014). Pourtant, les investissements sont insuffisants et les besoins ne sauraient être plus pressants : les sollicitations croissantes qui pèsent sur notre système alimentaire et notre planète nous confrontent à une perte irréversible non seulement de capital humain, mais aussi de ressources naturelles et d'énergie. Les changements climatiques sont l'un des plus grands défis actuels et ils présentent des liens complexes avec l'obésité et la dénutrition. Les habitudes alimentaires évoluent, et le système alimentaire continue d'être le premier contributeur de gaz à effet de serre (Wilton et autres, 2019).

L'importance d'investir dans la nutrition a été davantage reconnue au cours de la dernière décennie. Lors de l'AMS de 2012, 194 pays se sont entendus sur le tout premier ensemble d'objectifs nutritionnels mondiaux. Ces objectifs arriveront à échéance en 2025, soit quatre ans après le Sommet de Tokyo de 2021. Lors du premier Sommet N4G qui s'est tenu à Londres en 2013, 110 parties prenantes se sont engagées à consacrer plus de 4 milliards USD à la lutte contre la dénutrition et 19 milliards USD à des investissements complémentaires contribuant à la nutrition, pour éviter à au moins 20 millions d'enfants de souffrir d'un retard de croissance et sauver 1,7 million de vies d'ici 2020. En 2015, dans le cadre des ODD, les dirigeants du monde entier ont pris l'engagement de mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes d'ici 2030. En 2016, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition a été lancée pour servir d'outil permettant à tous les acteurs de définir, suivre et tenir leurs engagements destinés mettre fin à toutes les formes de malnutrition, et le gouvernement du Brésil a ensuite accueilli une deuxième rencontre N4G. Lors du Sommet mondial sur la nutrition qui s'est tenu à Milan en 2017, les gouvernements, les organisations de la société civile, les organisations philanthropiques et le secteur privé ont pris des engagements politiques et se sont engagés à verser 3,4 milliards USD en engagements financiers. Aujourd'hui, 61 pays sont à la tête du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN).

Le Sommet sera un événement de haut niveau organisé par le gouvernement japonais pour rendre hommage aux engagements N4G pris tout au long de l'année et annoncer les engagements financiers et politiques définitifs qui traceront la voie vers 2030 en formulant des recommandations concrètes à l'intention de la communauté internationale. Les résultats du Sommet seront inscrits dans le Pacte 2021, qui vise à accélérer la réalisation des objectifs de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et les ODD.

Afin d'optimiser les ressources et de tirer parti des engagements existants et à venir, le Sommet de Tokyo de décembre 2021 concentrera ses efforts sur trois domaines clés. Les gouvernements, les entreprises, les organisations multilatérales, les donateurs et autres partenaires de développement sont encouragés à prendre des engagements financiers, politiques, programmatiques ou d'impact couvrant un ou plusieurs de ces domaines (Figure 1).

Figure 1 : Les domaines d'engagement.



La vision et la feuille de route du gouvernement du Japon pour le Sommet seront publiées sur le **site web du Mouvement SUN**. Pour plus d'information sur la formulation d'engagements, veuillez consulter le **site web de N4G**.

3 Principes d'engagement

Introduction

Le Sommet N4G qui se tiendra à Tokyo en décembre 2021 offre l'occasion de prendre un nouveau départ : il marque en effet la date de fin des engagements pris lors du premier sommet N4G en 2013, et nous laisse neuf ans pour réaliser les ODD d'ici 2030. Le Sommet de décembre 2021 a donc pour objectif de mobiliser des engagements ambitieux et de grande envergure de la part de multiples parties prenantes pour transformer les systèmes alimentaires et les systèmes de santé afin de réaliser des progrès substantiels en matière de nutrition. Une action concertée et coordonnée des décideurs politiques, de la société civile et des entreprises est nécessaire pour relever le défi complexe de l'élimination de la malnutrition sous toutes ses formes.

La malnutrition sous toutes ses formes est un enjeu mondial urgent qui touche plus d'une personne sur trois, et les Principes d'engagement sont conçus pour ouvrir le dialogue et faciliter des promesses ou des engagements audacieux, novateurs et inventifs, étayés par des plans de mise en œuvre bien élaborés, avec des cibles et des mesures SMART.

Ces Principes d'engagement ont été élaborés au terme de plusieurs mois de consultations auxquelles ont participé des gouvernements, des organisations internationales, de la société civile et des entreprises. Le succès de N4G dépendra de la participation active de toutes les parties prenantes qui ont une influence sur les systèmes alimentaires. Ces principes sont conçus pour mobiliser toutes ces parties prenantes et trouver des solutions et des engagements pour atteindre les objectifs du Sommet sur la base d'une vision partagée, d'une ambition commune et de la recherche d'un terrain d'entente.

Si certaines recommandations sont, par nature, propres à certains types de parties prenantes, les valeurs et les principes fondamentaux qui les sous-tendent s'appliquent à tous. Ainsi, pour que le Sommet soit porteur de résultats crédibles, durables et bien étayés en matière de nutrition grâce à l'action des secteurs public et privé, les consultations et la participation des parties prenantes au Sommet sont fondées sur un ensemble de principes convenus. La partie du présent guide consacrée à la redevabilité décrit les processus de suivi et de redevabilité du Sommet.

Préambule

Ces principes sont conçus à la fois pour refléter les Principes d'engagement du Mouvement SUN et pour préciser comment ils seront appliqués lors du Sommet.

1	**Faire preuve de transparence au sujet des intentions et des effets**	**6**	**Être efficace au regard du coût**
2	**Être inclusif**	**7**	**Communiquer en permanence**
3	**Se fonder sur le respect des droits**	**8**	**Agir avec intégrité et de manière éthique**
4	**Être disposé à négocier**	**9**	**Veiller au respect mutuel**
5	**Être prévisible et mutuellement redevable**	**10**	**Ne pas nuire**

1. Le processus d'élaboration des engagements doit associer un large éventail d'acteurs autour d'une consultation ouverte et transparente.

- Les engagements doivent être formulés dès le départ selon un processus consultatif fondé sur un dialogue ouvert et un esprit de collaboration avec toutes les parties prenantes concernées, notamment le secteur privé, les gouvernements, les organisations multilatérales et la société civile. Cela concerne également des engagements de la part d'organisations d'entreprises membres (par exemple, des associations professionnelles) afin de repenser les normes et d'avoir une vaste portée.
- Le processus de consultation doit également permettre aux parties prenantes d'exprimer leurs préoccupations concernant les propositions de politiques publiques et les contributions des entreprises, et d'échanger sur la manière dont les politiques publiques ou les contributions des entreprises favorisent les objectifs de santé publique au lieu de les compromettre.
- Le processus de consultation est conçu pour être un « espace sûr » qui respecte l'intégrité des différents points de vue, et pour motiver les parties prenantes à agir.
- Le processus de consultation donnera la priorité à l'inclusion d'un ensemble diversifié de parties prenantes tout au long du processus, afin d'offrir la meilleure chance de parvenir à un ensemble solide de recommandations issues du processus de consultation. Il s'agit notamment d'essayer de donner la priorité aux points de vue de personnes ayant des expériences différentes, ce qui peut inclure, sans s'y limiter, des aspects tels que l'identité de genre, l'origine ethnique et la classe sociale.
- Les résultats des consultations doivent être communiqués aux autres parties prenantes du Sommet.

2. Les engagements de toutes les parties prenantes doivent être SMART et concrets

- Les parties prenantes ne doivent être autorisées à prendre des engagements que si ces derniers sont SMART, c'est-à-dire conçus pour contribuer concrètement à la réalisation des objectifs, cibles, stratégies et normes en matière de nutrition convenus au niveau international.
- Comme pour toutes les autres parties prenantes, les engagements des entreprises ou des associations professionnelles doivent être adaptés à leur taille et à leurs membres, et viser principalement à intégrer les bonnes pratiques dans leurs activités principales, au-delà des éventuels programmes de « responsabilité sociale des entreprises ». Lors du Sommet, tous les engagements devront être clairement plus ambitieux que le maintien du « statu quo » et montrer clairement en quoi ils le sont.
- Toutes les parties prenantes doivent s'engager dès le départ à rendre compte, chaque année, de façon complète et publique de leurs progrès dans le sens de ces engagements SMART, par l'intermédiaire des mécanismes existants ou en participant activement aux mécanismes de redevabilité existants chaque fois que c'est possible. Si de tels mécanismes n'existent pas, les partenaires doivent s'engager à les créer dans le cadre de ce processus.
- Les critères énumérés dans ce principe sont décrits plus en détail dans ce guide.

3. Les politiques publiques doivent être fondées sur des données probantes, établies par les gouvernements à l'issue de processus participatifs et inclusifs

- Les organisateurs de consultations sur les recommandations/engagements en matière de politiques publiques devraient offrir un espace sûr pour examiner les options politiques et exprimer ses préoccupations. Ces consultations doivent être menées de manière à protéger les recommandations de politiques contre toute influence ou interférence indue d'intérêts financiers, et se concentrer sur des approches fondées sur des données probantes.
- Toutes les parties prenantes participant aux consultations sur les engagements en matière de politiques publiques devraient faire preuve de transparence quant à leurs intérêts et à leurs points de vue. Elles ne

devraient être invitées à participer par les gouvernements que si elles sont prêtes à rendre publique leur contribution sur le site web de leur organisation et/ou d'autres mécanismes de transparence.

- Les résultats des consultations sur les recommandations de politiques publiques devraient être communiqués aux autres parties prenantes du Sommet par les organisateurs des consultations. La version finale des engagements de politique publique est de la responsabilité des gouvernements.

4. Les fabricants de substituts du lait maternel (SLM) doivent s'engager dans un plan d'action pour se mettre pleinement en conformité avec le Code international de commercialisation des substituts du lait maternel (le Code) d'ici 2030, tant au niveau des politiques que des pratiques.

- Il sera envisagé d'inviter les entreprises fabriquant des substituts de lait maternel au Sommet si :
  - Elles démontrent qu'elles ont fait un premier pas qui va au-delà de leurs engagements politiques et pratiques actuels avant le début du Sommet ;
  - Elles s'engagent publiquement à œuvrer en faveur d'une conformité totale avec le Code et les résolutions pertinentes ultérieures de l'AMS d'ici 2030, tant en termes de politiques que de pratiques ;
  - Elles énoncent publiquement un plan d'action clair, assorti d'échéances, et acceptent que leurs progrès fassent l'objet d'un suivi indépendant et que les résultats soient publiés.
- Le groupe de travail Meridian est la plateforme de discussion sur les plans d'action entre la société civile, les entreprises fabriquant des SLM et les organisations des Nations Unies. Le gouvernement japonais, conseillé par la Fondation Access to Nutrition, évaluera si l'action proposée par une entreprise fabriquant des SLM constitue ou non une avancée concrète.

5. Les entreprises ou industries exclues ne peuvent pas représenter leurs associations professionnelles lors du Sommet

- Les associations professionnelles qui ont des membres issus d'industries ou d'entreprises exclues (selon les critères de l'UNICEF, comme les armes et le tabac ; voir Annexe) peuvent participer au Sommet pour prendre des engagements qui répondent aux critères SMART, mais ne peuvent pas être représentées par ces membres exclus ou par des entreprises qui ne répondent pas aux critères énoncés dans le quatrième principe.

Lire l'annexe : Conventions, objectifs, cibles, stratégies et normes sur l'alimentation et la nutrition

4. Formuler un bon engagement

Qui peut prendre un engagement ?

Le Rapport sur la nutrition mondiale a élaboré des recommandations détaillées sur l'enregistrement des engagements, que vous pouvez trouver **ici**. Le gouvernement du Japon invite toutes les parties prenantes et tous les groupes d'intérêt qui s'efforcent d'améliorer les résultats nutritionnels des populations du monde entier à prendre des engagements, notamment :

1. Les ministères et organismes gouvernementaux – en particulier les ministères chargés de la nutrition, notamment les ministères des Finances et de la Planification, de la Santé, de l'Agriculture, de l'Éducation et de la Protection sociale.
2. Les gouvernements donateurs et les organisations multilatérales, internationales et philanthropiques.
3. Les organisations de la société civile actives dans l'exécution de programmes de nutrition ou l'amélioration des politiques de nutrition, de la communication ou des changements de comportement des consommateurs.
4. Le secteur privé et les entreprises – les associations professionnelles et de consommateurs, les entreprises multinationales et les petites et moyennes entreprises qui produisent, emballent, vendent au détail ou commercialisent des produits alimentaires.

Qu'est-ce qu'un engagement ?

Les recommandations de ce chapitre ont été préparées par le Groupe de travail sur la redevabilité en matière de N4G et confirment les principaux enseignements tirés de la Note d'orientation du Rapport sur la nutrition mondiale concernant la prise d'engagements SMART en faveur de la nutrition et des directives MQSUN+ pour l'évaluation du caractère « SMART » des engagements nutritionnels. Les engagements peuvent avoir trait aux programmes, aux politiques ou aux financements, soutenant les progrès vers la réalisation des cibles et objectifs mondiaux en matière de nutrition. Pour atteindre les objectifs nutritionnels mondiaux, il faut traduire les engagements en actions claires pour lesquelles les gouvernements, les entreprises, les organisations de la société civile et les organisations philanthropiques peuvent être tenus responsables. Les engagements qui satisfont à cette norme doivent également répondre à quatre critères clés :

1. Être SMART ;
2. Respecter les priorités nationales, conformément aux questions ci-dessous ;
3. Respecter les Principes d'engagement de la N4G, énoncés au chapitre suivant ; et
4. Respecter le cadre de redevabilité.

Les engagements SMART

Spécifiques : Chaque engagement doit renvoyer à une action spécifique et indiquer qui est responsable de sa réalisation.

Mesurables : Les promesses doivent inclure un indicateur permettant de mesurer les progrès et la mise en œuvre de l'engagement. Des indicateurs quantifiables sont plus faciles à suivre et ils doivent indiquer le critère de référence, dans la mesure du possible et lorsque le contexte s'y prête.

Atteignables : Les engagements doivent, au minimum, concorder avec les avancées enregistrées par le passé. Ils doivent être aussi ambitieux que possibles, tout en tenant compte des limites de ce qui peut être fait dans un délai réaliste.

Réalistes : Les promesses doivent correspondre aux priorités nutritionnelles et aux difficultés propres au contexte (aux niveaux national, régional et mondial) et se fonder sur les avancées réalisées par le passé.

Limités dans le temps : Les engagements doivent être assortis d'un échéancier réaliste et préciser les étapes clés à atteindre dans ce délai. Les engagements doivent s'étendre sur plus d'un exercice civil ou financier et faire l'objet d'un suivi et d'un rapport annuel. Le processus visant à demander des comptes à ceux qui ont pris des engagements sera précisé au cours des préparatifs du Sommet (voir Tableau 1 à la page 11).

Formuler des engagements SMART et les aligner sur les priorités nationales

Lorsqu'ils formulent leurs engagements, les gouvernements nationaux et tous les bailleurs de fonds des groupes d'intérêt sont invités à examiner les politiques et programmes nationaux existants en matière de nutrition et à consulter les autres parties prenantes du secteur de la nutrition.

Il est fondamental **d'établir un équilibre entre les priorités nationales et sectorielles.** Cela signifie, dans la mesure du possible, aligner les plans sectoriels sur les priorités nationales afin de s'attaquer aux problèmes de malnutrition les plus urgents dans chaque pays ou région. À cette fin, il est essentiel **d'analyser les obstacles qui entravent les progrès en matière de nutrition** et d'étudier les données probantes sur les moyens de surmonter ces obstacles. Veuillez considérer les questions ci-dessous comme des critères pertinents pour formuler des engagements forts dans le respect des priorités nationales :

1. La promesse d'engagement contribue-t-elle à un Plan national de nutrition ou à un objectif approuvé par le Mouvement SUN et est-elle multisectorielle (notamment les engagements spécifiques ou contribuant à la nutrition) ?
2. La promesse d'engagement constitue-t-elle une avancée par rapport à la politique actuelle et à l'environnement favorable ?
3. La promesse d'engagement augmente-t-elle l'ampleur, la portée ou l'ambition des programmes actuels ?
4. La promesse d'engagement prend-elle en compte les femmes et les groupes sous-représentés (comme les jeunes, les femmes et les filles) dans l'élaboration et la planification ou dispose-t-elle de plans pour toucher les groupes les plus marginalisés ?
5. Si la promesse d'engagement comprend un engagement financier, s'agit-il de nouveaux fonds ? La promesse d'engagement prévoit-elle un plan pour réunir et débourser ces fonds ?
6. Si la promesse d'engagement comprend un engagement politique, s'agit-il d'une politique nouvelle ou améliorée ? La promesse d'engagement prévoit-elle un plan pour financer cette politique ?
7. La promesse d'engagement est-elle efficace au regard du coût (conformément aux modèles économiques et aux données probantes) ?
8. La promesse d'engagement prend-elle en compte les effets différenciés que l'engagement peut avoir sur tous les individus, quel que soit leur genre, et le rôle que joue le genre sur les résultats nutritionnels ?
9. La promesse d'engagement est-elle alignée sur :
   - les cibles 2.2 (toutes les formes de malnutrition) et 3.4 (les maladies non transmissibles – MNT) des ODD ;
   - les cibles de l'AMS sur la dénutrition, l'allaitement, les MNT ou l'obésité ; ou
   - Le Cadre d'action de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (ICN2) ?

Si vous avez répondu positivement à plusieurs des questions ci-dessus, il est probable que votre promesse d'engagement apporte une réelle valeur ajoutée au Sommet et contribuer à la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition. Avant le Sommet, le gouvernement japonais préparera un questionnaire complet à remplir par toutes les parties prenantes afin d'« enregistrer » un engagement. Il conviendra également d'aligner la promesse sur un ensemble convenu de principes pour la formulation d'engagement, conformément aux Principes d'engagement (voir partie précédente).

Les Principes d’engagement du Sommet

Pour que ce Sommet soit porteur de résultats crédibles, durables et bien étayés en matière de nutrition grâce à l’action des secteurs public et privé, les consultations et la participation des parties prenantes au Sommet doivent être fondées sur un ensemble de Principes d’engagement convenus. Ces principes traduisent les Principes d’engagement du Mouvement SUN et aident les États membres à prendre des engagements concrets et vérifiables.

Tableau 1 : Exemples d'engagements SMART[1]

Type d'engagement	Engagement	Action spécifique	Partie responsable	Mesurable	Base de référence	Calendrier
Impact	Réduire le retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans de 28 % en 2020 à 20 % d'ici 2030.	Accélérer la mise en œuvre du Plan d'action national pour la nutrition et d'interventions spécifiques et contribuant à la nutrition.	Ministères de la Santé et de l'Agriculture du gouvernement national.	Prévalence du retard de croissance, de l'insuffisance pondérale, du faible poids à la naissance et de l'anémie chez les enfants de moins de cinq ans.	28 %	9-10 ans.
Financement	S'engager à investir 600 millions USD d'ici 2030.	Approche de projet à phases multiples axée sur les 1 000 premiers jours de vie et les groupes de population les plus vulnérables.	Ministères des Finances et de la Planification, de la Santé et de l'Agriculture du gouvernement national.	Allocation et décaissement des fonds entre les ministères et les programmes.	Budget actuel de la nutrition - y compris la ligne budgétaire contribuant à la nutrition, le cas échéant.	9-10 ans.
Programmes	Traiter la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans dans toutes les régions du pays.	S'assurer que 100 % des centres de traitement sont équipés de kits de traitement. Déployer des plans de communication dans les centres de santé locaux.	Donateur ou organisation philanthropique en partenariat avec des organisations de la société civile locale.	Nombre de cas de malnutrition aiguë traités avec succès.	Taux de prévalence de la malnutrition aiguë.	Tous les cas doivent être traités dans un délai de 9-10 ans.
Politique	Développer une politique multisectorielle d'allaitement maternel en conformité avec le Code.	Renforcer les politiques et les plans existants, mettre en place des comités régionaux d'allaitement, une analyse des lignes budgétaires et un plan de mise en œuvre.	Ministère de la Santé, ministère des Femmes et des Affaires sociales, ministère de l'Éducation, avec la contribution des associations industrielles nationales.	La politique permet-elle une harmonisation de tous les secteurs clés ? Est-elle chiffrée ? Existe-t-il un plan de mise en œuvre ? Introduire des objectifs en matière d'allaitement maternel.	Politiques et réglementations actuelles en matière d'allaitement maternel.	Doit être complètement mise en œuvre en 9-10 ans.

[1] Les exemples sont tirés de la Note d'orientation du Rapport sur la nutrition mondiale concernant la prise d'engagements SMART en faveur de la nutrition et des directives MQSUN+ pour l'évaluation du caractère « SMART » des engagements nutritionnels, PATH, août 2018.

5. Faire une promesse d'engagement : prochaines étapes

Où et quand faire une promesse d'engagement ?

Les promesses d'engagement peuvent être faites lors du Sommet et elles seront inscrites dans le Pacte. Les promesses d'engagement peuvent être faites à tout moment de l'année 2021.

Comment les engagements seront-ils suivis ?

Les promesses formulées par les gouvernements seront suivies à l'aide de mécanismes existants, dans la mesure du possible ; les engagements financiers des donateurs seront suivis à l'aide des bases de données du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ; les engagements des gouvernements seront consignés dans le répertoire des engagements de la Décennie d'action des Nations Unies, tenu par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et la FAO ; et des discussions sont en cours pour convenir de mécanismes de suivi des engagements pris par les entreprises et les organisations de la société civile. La vérification des données fera partie de ce processus et sera détaillée ultérieurement.

Le processus d'élaboration des engagements

Le processus de repérage des goulets d'étranglement et des priorités doit être fondé sur le consensus. **Les groupes d'intérêt qui soutiennent le processus de mobilisation – les gouvernements, la société civile, les entreprises, les acteurs du développement et d'autres acteurs – sont encouragés à examiner en quoi les promesses d'engagement contribuent à l'harmonisation entre les secteurs.** Souvent, les plateformes de coordination et les processus de planification nationaux existants tiennent compte de ces différentes perspectives et peuvent être utilisés pour formuler une promesse d'engagement. Pour que les parties prenantes rendent des comptes sur les engagements pris lors du Sommet et inscrits dans le Pacte 2021, un cadre de redevabilité sera élaboré avec des indicateurs clés liés aux critères ci-dessus. Les mécanismes existants, tels que le Rapport sur la nutrition mondiale, la Décennie d'action des Nations Unies et l'Initiative pour l'accès à la nutrition, constituent des outils potentiels pour suivre les engagements de 2021.

Pour plus d'informations

Le site web de N4G sera mis à jour et enrichi d'informations supplémentaires tout au long de l'année 2021 : consultez régulièrement le site pour savoir comment enregistrer des engagements et qui contacter pour une assistance technique. Si vous avez des questions dans l'intervalle, veuillez les envoyer à nutritionforgrowth@gmail.com.

6. Recommandations d'engagement pour chaque domaine clé

Intégrer la nutrition dans la couverture sanitaire universelle

La bonne santé des populations est essentielle au développement durable. En l'absence de bonnes conditions sanitaires, les enfants ne peuvent pas apprendre, les gens ne peuvent pas travailler correctement et les sociétés ne peuvent pas s'épanouir. Nous ne pourrons accomplir de réels progrès sur la voie d'une bonne santé pour tous et atteindre les ODD liés à la santé que si tous les individus bénéficient des services de santé dont ils ont besoin et quand ils en ont besoin, sans risquer de se ruiner ou de s'appauvrir, en particulier les personnes qui sont le plus laissées pour compte. C'est ce que l'on entend par CSU.

Fondamentalement, la CSU comporte trois dimensions : qui est couvert ? Qu'est-ce qui est couvert ? Et quelle partie du coût est couverte ? Au fur et à mesure que les pays mettent en œuvre leurs plans nationaux de santé et leurs feuilles de route en matière de CSU, leur parcours est marqué par des avancées progressives dans chacune de ces trois dimensions : (1) élargir la base de la population ayant accès aux soins de santé ; (2) élargir le panel de services de santé de qualité et (3) réduire les paiements directs des patients, tels que les tickets modérateurs, qui font tomber chaque année 100 millions de personnes dans la pauvreté. C'est sur cette base que la CSU atteint ses objectifs d'équité, de qualité et de protection contre les risques financiers. En conséquence, la CSU protège les populations locales contre les chocs en temps de crise et favorise des sociétés et des économies prospères et saines.

Près d'une personne sur trois à travers le monde souffre d'au moins une forme de malnutrition — dénutrition (dont le retard de croissance, l'émaciation et les carences en micronutriments), surpoids, obésité et MNT liées à l'alimentation (OMS, 2017). Les conséquences de la malnutrition sous toutes ses formes pour la santé et le développement sont significatives.

Les objectifs de la CSU ne peuvent être atteints que si les actions de nutrition sont intégrées dans les plateformes de services de soins de santé primaires, secondaires et tertiaires, ainsi que dans chacun des domaines de la prévention de la maladie, de la mise en œuvre de la santé et des soins curatifs, de réadaptation et palliatifs. En effet, l'état nutritionnel d'une personne est indissociable de son état de santé : la malnutrition augmente le risque de tomber malade, de le rester et d'en mourir. De même, les personnes malades sont plus susceptibles de souffrir de malnutrition et ont donc besoin d'une évaluation nutritionnelle et, éventuellement, d'un soutien nutritionnel adéquat et de qualité lorsqu'elles se rendent dans un centre de santé.

La dénutrition comme l'obésité peuvent se favoriser mutuellement et avoir des effets néfastes sur la santé tout au long de la vie et sur plusieurs générations, alourdissant le fardeau croissant des MNT. Les populations qui n'atteignent pas leur plein potentiel productif limitent la compétitivité des pays et représentent une charge pour la société en raison des coûts de prise en charge et de gestion de la malnutrition. Il en résulte un coût annuel de près de 3 500 milliards USD à l'échelle mondiale, dont 500 milliards USD attribués à la surcharge pondérale et l'obésité (Rapport sur la nutrition mondiale 2018).

En mettant l'accent sur les plus défavorisés, l'intégration des actions nutritionnelles dans les plans nationaux de santé et les feuilles de route de la CSU contribue à l'équité dans la santé, notamment en améliorant l'accès aux services essentiels. En général, les populations urbaines et riches sont plus susceptibles de bénéficier des interventions nutritionnelles, en particulier dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. La réduction ou l'élimination des dépenses personnelles et d'autres obstacles à l'accès aux interventions nutritionnelles permet à chacun d'obtenir des soins nutritionnels et de santé de qualité, rapides et sûrs.

Les investissements dans la nutrition améliorent non seulement les résultats nutritionnels, mais aussi plus largement les résultats en matière de santé. Le passage à 90 % de couverture pour 10 interventions spécifiques à la nutrition dans 34 pays lourdement touchés devrait permettre de sauver 900 000 vies et de réduire de 15 % la mortalité des moins de 5 ans, notamment en baissant de 35 % la mortalité liée à la diarrhée, de 29 % la mortalité liée à la pneumonie et de 39 % la mortalité liée à la rougeole (Bhutta et autres, 2013).

Il est important de noter que pour relever le défi de la malnutrition, il faut une action cohérente menée au-delà du secteur de la santé, même si elle reste placée sous la tutelle de ce dernier. Il s'agit notamment d'améliorer l'accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement ; d'améliorer la sécurité alimentaire et l'équité dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire ; de fournir une protection sociale ; de bien concevoir et de mettre en œuvre efficacement une éducation à la nutrition ; d'investir dans des interventions publiques et commerciales contribuant à la nutrition pour accroître la diversité de la production alimentaire et de la consommation des ménages ; de promouvoir le développement de la petite enfance ; de protéger les droits humains ; de renforcer la gouvernance et la redevabilité en matière de nutrition ; et de lutter contre les changements climatiques, qui aggravent les problèmes d'insécurité alimentaire dans les zones vulnérables.

Une bonne santé et un développement durable ne sont pas possibles sans une bonne nutrition, et la CSU n'est pas possible sans l'intégration d'actions de nutrition dans les plans de santé nationaux. Le Sommet, organisé à mi-parcours de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), permettra de faire de la nutrition un moteur essentiel du développement durable et de trouver de nouveaux engagements politiques et financiers pour agir contre la malnutrition. C'est une occasion à ne pas manquer pour faire valoir la nutrition en tant que composante essentielle de la CSU, notamment en développant des services de nutrition complets et intégrés qui soutiennent l'objectif de parvenir à la CSU, d'atteindre les objectifs de développement durable liés à la santé et, plus largement, de parvenir au développement durable.

Avant et pendant le Sommet, des engagements peuvent être pris pour que la nutrition soit une composante essentielle de la CSU. Les engagements devraient :

1. **Renforcer la nutrition en tant que pilier de la CSU** ;
2. **Être adaptés au contexte national**, y compris aux besoins sanitaires de la population et à l'ensemble des services de santé essentiels requis pour satisfaire ces besoins, et tenir compte des spécificités des États fragiles et touchés par des conflits, des situations d'urgence et du lien entre l'humanitaire et le développement ;
3. **Être fondés sur des données probantes et alignés sur les actions essentielles en matière de nutrition de l'OMS dont l'efficacité a été prouvée** (Annexe 1), ainsi que sur les interventions de la Banque mondiale relatives à la couverture universelle essentielle et sur les listes de l'ensemble des mesures hautement prioritaires en matière de nutrition ;
4. **Répondre en priorité aux besoins nutritionnels des populations les plus pauvres et les plus vulnérables** en ne laissant personne pour compte et en privilégiant ceux qui sont le plus délaissés, conformément à l'engagement des ODD ;
5. **Couvrir l'ensemble du cycle de vie et les périodes pendant lesquelles la qualité de la nutrition est cruciale**, notamment les 1 000 premiers jours de vie, l'adolescence, la grossesse et la vieillesse, en utilisant le secteur de la santé comme point d'entrée crucial qui doit être mis à profit pour maximiser les résultats en matière de santé et de nutrition ;
6. **Reconnaître la coexistence de formes multiples de la malnutrition** chez une même personne, au sein d'une même famille, d'une même communauté et d'une même nation ;
7. **Mettre l'accent sur l'équité, la qualité et la protection contre les risques financiers ;** et
8. **Être SMART.**

Le tableau suivant présente une liste d'engagements génériques que les décideurs, les gouvernements et les autres parties prenantes peuvent formuler pour les différents piliers des systèmes de santé. Ils sont donnés comme source d'inspiration, mais ils doivent être rendus plus « SMART » par les parties prenantes respectives.

Une liste détaillée d'exemples d'engagements SMART a été élaborée par le Groupe de travail N4G sur la nutrition dans la CSU, organisée autour des six piliers du système de santé et par groupe d'intérêt, fournissant la justification, la liste des documents clés et les indicateurs nécessaires au suivi des engagements. De plus amples informations sont disponibles sur le site web de N4G.

Lire l'annexe : Mobiliser les engagements pour des changements en profondeur : CSU

Tableau 2 : Exemples d'engagements en faveur de la CSU

	Exemple d'engagement		
Partie prenante	**Renforcer la gouvernance pour une approche globale de la CSU qui intègre les actions essentielles en matière de nutrition dans la prestation de services**	**Renforcer les contributions pour soutenir la mise en œuvre d'une approche globale de la CSU qui intègre les actions essentielles en matière de nutrition**	**Financer la mise en œuvre d'une approche globale de la CSU qui intègre les actions essentielles en matière de nutrition**
Gouvernements	• Intégrer les actions essentielles en matière de nutrition de l'OMS dans l'ensemble des services de santé essentiels dans le cadre des plans de santé nationaux et des feuilles de route de la CSU • Veiller à ce que les plans nationaux de la CSU qui intègrent la nutrition soient alignés sur les plans nutritionnels multisectoriels nationaux dans le cadre d'une approche « la santé dans toutes les politiques », avec la nutrition au centre. • Accroître la couverture effective des actions essentielles en matière de nutrition par l'intermédiaire du système de santé, en mettant l'accent sur les personnes les plus laissées pour compte. • Garantir un régime d'assurance maladie de base, notamment par l'intermédiaire de prestataires privés, de plans de santé nationaux et de feuilles de route de la CSU qui intègrent les actions essentielles en matière de nutrition.	• Veiller à ce que les agents de santé soient correctement formés à la prestation intégrée des interventions nutritionnelles tout au long de la vie et qu'ils bénéficient d'une supervision et d'un mentorat intégrés et solidaires qui renforcent leur capacité à mener ces interventions. • Veiller à ce que les produits de santé essentiels liés à la nutrition, de qualité garantie, soient disponibles, abordables, accessibles et correctement gérés par le système de santé, notamment en les ajoutant aux listes nationales de médicaments essentiels. • Veiller à ce que les systèmes nationaux d'information sanitaire comportent des indicateurs permettant de suivre la couverture et la qualité des actions essentielles en matière de nutrition, de signaler rapidement les urgences nutritionnelles et de renforcer les capacités à utiliser ces informations pour la prise de décisions. • Affecter des ressources nationales à la mise en œuvre d'actions intégrées essentielles en matière de nutrition dans les plans nationaux de santé, en termes de montant annuel ou en proportion d'un plan final chiffré.	• Affecter des ressources nationales à la mise en œuvre d'actions intégrées essentielles en matière de nutrition dans les plans nationaux de santé, en termes de montant annuel ou en proportion d'un plan final chiffré.
Organismes donateurs et bailleurs de fonds de la recherche	• Investir un montant déterminé en millions de dollars dans l'assistance technique aux gouvernements pour soutenir l'élaboration d'une approche globale de la CSU dirigée par les pays, qui intègre les actions essentielles en matière de nutrition. • Aider à combler un déficit financier d'un montant déterminé en millions USD dans la recherche et la production de données probantes, la surveillance, l'analyse et l'utilisation des capacités de données pour aider les pays à suivre une démarche factuelle, en vue d'adopter une approche globale de la CSU qui intègre des actions essentielles en matière de nutrition.		• Veiller à ce que tous les investissements dans le renforcement des systèmes de santé et la prestation des services de santé soutiennent l'intégration et la mise en œuvre des actions essentielles en matière de nutrition comprises dans l'ensemble des services de santé essentiels.

Agences des Nations unies et organismes multilatéraux	• Élaborer et mettre à jour des recommandations normatives et d'autres biens publics à l'échelle mondiale pour aider les pays à adopter une approche globale de la CSU qui intègre les actions essentielles en matière de nutrition (OMS, UNICEF, Fonds des Nations Unies pour la population [FNUAP], Banque mondiale et autres). • Garantir une assistance technique aux gouvernements, permettant de soutenir l'élaboration d'une approche globale de la CSU dirigée par les pays, qui intègre les actions essentielles en matière de nutrition (OMS, UNICEF, FNUAP et autres). • Renforcer la coordination et la cohérence entre les agences par l'intermédiaire du Plan d'action mondial ODD3+ pour assurer une approche concertée afin de soutenir une approche globale de la CSU dirigée par les pays et intégrant les actions essentielles en matière de nutrition (OMS, UNICEF, FNUAP, Fonds mondial, Gavi, l'Alliance du vaccin et autres).		• Inciter les pays à utiliser les propositions de financement de Gavi et du Fonds mondial pour solliciter une assistance financière en vue de mettre en œuvre les actions essentielles en matière de nutrition dans les plans nationaux de santé, notamment en investissant un montant déterminé en millions de dollars dans l'assistance technique et les partenariats à cette fin.
Organisations de la société civile et milieu universitaire	• Plaider pour que les pays adoptent une approche globale de la CSU qui intègre les actions essentielles en matière de nutrition • Mettre en œuvre des activités pour soutenir le déploiement d'une approche globale de la CSU qui intègre les actions essentielles en matière de nutrition, y compris la recherche par des acteurs universitaires. • Soutenir la création d'une demande communautaire pour des actions préventives essentielles en matière de nutrition dans le cadre des plateformes de prestation de services de santé.		• Plaider en faveur de l'allocation de ressources nationales et de financements internationaux pour la mise en œuvre d'actions intégrées essentielles en matière de nutrition dans les plans de santé nationaux.
Acteurs du secteur privé		• Développer et mettre sur le marché des solutions à faible coût pour les produits de santé, les diagnostics et les technologies liés à la nutrition.	• Fournir un financement innovant du secteur privé pour la mise en œuvre d'actions intégrées essentielles en matière de nutrition dans les plans de santé nationaux.

Construire des systèmes alimentaires : favoriser une alimentation sûre, durable et saine qui protège la santé des populations et de la planète

Nos systèmes alimentaires sont défaillants. Ils ne fournissent pas une alimentation abordable, saine et durable qui nous aident à répondre à nos besoins nutritionnels. Près de 151 millions d'enfants souffrent d'un retard de croissance dans le monde, 20 millions de bébés présentent une insuffisance pondérale à la naissance chaque année et un tiers des femmes en âge de procréer sont anémiques (Rapport sur la nutrition mondiale 2018). Dans le même temps, le surpoids et l'obésité chez les adultes, les adolescents et les enfants atteignent des niveaux record à l'échelle mondiale. La grande majorité – 88 % – des pays subissent désormais un « double fardeau » avec au moins deux types de malnutrition.

Les tensions sur le système alimentaire mondial vont persister, du fait d'autres facteurs critiques, tels que les changements climatiques, les conflits et la dégradation des ressources naturelles. Les projections climatiques pour un réchauffement de 2 °C suggèrent que 540 à 590 millions de personnes supplémentaires seront sous-alimentées et que 4,8 millions d'enfants supplémentaires viendront s'ajouter à ceux souffrant d'un retard de croissance dans le monde d'ici à 2050 (Ebi et al, 2018). Les modèles climatiques estiment à plus de 500 000 le nombre de décès supplémentaires en 2050 dus aux changements alimentaires liés au climat (Springmann et al, 2016). Ces projections signifient que les systèmes alimentaires seront contraints de s'adapter, ce qui nécessitera une augmentation des investissements dans l'agriculture et les technologies sensibles au climat. Actuellement, les systèmes alimentaires génèrent entre 19 % et 29 % de l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre dans le monde : une tendance qui ne peut pas se poursuivre dans le contexte de ces projections climatiques.

Par conséquent, il est essentiel de renforcer nos systèmes alimentaires pour protéger la santé des personnes et de la planète, pour aujourd'hui comme pour demain. Le système alimentaire doit permettre à tous les consommateurs de faire des choix bons pour leur santé, sur tous les marchés du monde. L'instauration d'un dialogue politique sur des plans d'action visant à améliorer l'alimentation nécessite un engagement solide et à plus grande échelle entre les entreprises et les gouvernements dans les pays. Cette transformation étant trop importante pour qu'une partie prenante soit capable de la réaliser seule, il est essentiel que toutes les parties prenantes des différents secteurs se rassemblent et coopèrent pour y parvenir (voir tableau 3, page 17).

Lire l'annexe : Mobiliser les engagements pour des changements en profondeur : systèmes alimentaires

Tableau 3 : Exemples d'engagements en faveur des systèmes alimentaires

Partie prenante	Domaine clé	Pourquoi c'est important	Exemple d'engagement
Gouvernement	Élaborer et publier des plans d'action pour la nutrition dans les systèmes alimentaires au niveau de l'ensemble du gouvernement.	• Faire évoluer l'ensemble du système alimentaire vers des résultats plus nutritifs en tenant compte des synergies et des équilibres nécessaires avec les moyens de subsistance et l'environnement. • Donner la priorité aux actions définissant les rôles et aux actions concertées des principales parties prenantes. • Améliorer l'accessibilité des aliments nutritifs sûrs, conformément aux recommandations alimentaires nationales (par exemple, un ensemble de politiques – subventions, taxes, marchés publics, étiquetage, campagnes de sensibilisation du public).	• Les gouvernements concernés s'engagent à publier un plan d'action pour les systèmes alimentaires d'ici fin 2021, avec un petit nombre d'objectifs SMART et un engagement à assurer leur suivi.
Secteur privé	Établir une coalition d'investisseurs avec un ensemble clair d'attentes autour de la nutrition, dont le suivi est assuré par l'Indice d'accès à la nutrition (ATNI) et d'autres organisations de la société civile.	• Les priorités des investisseurs servent d'incitations pour les entreprises. Plus la coalition est claire et forte, plus elle peut inciter les entreprises à redoubler d'efforts pour la nutrition, car les investisseurs reconnaissent l'intérêt de récompenser les entreprises qui produisent des aliments plus sains et d'atténuer les risques associés aux aliments néfastes pour la santé et à la dégradation de l'environnement.	• Les investisseurs concernés rejoignent une coalition qui définit clairement les attentes des entreprises en termes de mesures SMART.
	Les entreprises signent un engagement en faveur d'une alimentation responsable.	• Les entreprises sont des acteurs clés du système alimentaire. Celles qui ne souhaitent pas œuvrer à l'amélioration de la nutrition auront plus de mal à maintenir leur statut auprès des clients, des investisseurs et des employés.	• Les entreprises concernées s'engagent à promouvoir le progrès dans des domaines tels que la création de la demande, la qualité des produits, la main-d'œuvre, la chaîne d'approvisionnement et l'adhésion aux Principes d'engagement N4G.
	Les entreprises (alimentaires et non alimentaires) signent un engagement en faveur de la nutrition des travailleurs, soutenu par une alliance pour la nutrition des travailleurs.	• Les grandes entreprises emploient des milliers de personnes à leur siège et dans l'ensemble de leurs chaînes de valeur. L'amélioration de l'alimentation et de la nutrition de leurs salariés et partenaires est un bon investissement commercial en termes de productivité, de bien-être et de chiffre d'affaires.	• Les entreprises concernées signent un engagement en faveur de la nutrition des travailleurs assorti d'engagements SMART dans plusieurs catégories (accès à une nutrition abordable, informations nutritionnelles, espaces d'allaitement, contrôles du bien-être, etc.)

	Renforcer la capacité du Réseau du secteur privé SUN et/ou d'autres réseaux similaires à faire progresser la nutrition.	• La plupart des consommateurs des pays à revenu faible et intermédiaire dépendent des petites et moyennes entreprises (PME) du système alimentaire pour se procurer des aliments nutritifs et sûrs.	• Tripler le nombre de membres du Réseau du secteur privé SUN d'ici 2022 par nombre/pays. • Exemples documentés de manière indépendante de la valeur ajoutée à la nutrition par chaque Réseau du secteur privé SUN d'ici 2022. • Hausse du nombre de PME membres de réseaux du secteur privé concernés d'ici 2022.
	Plans d'action ou autres réseaux similaires.		• Hausse du nombre de PME membres de réseaux du secteur privé concernés d'ici 2022.
Donateurs du secteur public/ Organisations caritatives	Créer une Alliance pour stimuler la demande d'aliments sains et durables afin de consolider les efforts visant à promouvoir des choix alimentaires sains et durables.	• Pour stimuler la demande en aliments nutritifs, il faut investir dans la recherche et les données probantes pour mettre à l'essai/tester des solutions fondées sur des données probantes et créer une plateforme d'apprentissage pour partager les données probantes et échanger sur « ce qui fonctionne ».	• Les donateurs et parties prenantes concernés s'engagent à financer et à participer à ce projet d'ici 2021.
	Investir entre 100 et 150 millions USD pour lever 1 milliard USD d'investissements privés pour un mécanisme de financement d'aliments nutritifs afin d'améliorer l'accès à des aliments sains et nutritifs.	• Les PME qui produisent, distribuent, stockent, transforment, commercialisent et vendent des aliments nutritifs sont confrontées à d'importantes contraintes financières en termes de crédit et d'investissement. Un financement mixte (une combinaison de financement public et privé) est nécessaire pour débloquer des sources privées.	• L'allocation de 100 à 150 millions USD à un mécanisme de financement d'aliments nutritifs pour les PME par des bailleurs de fonds publics d'ici 2021 et un engagement des investisseurs privés d'un milliard USD d'ici 2025.
ONU	Soutenir les organismes internationaux (c'est-à-dire le Comité de la sécurité alimentaire mondiale) et les gouvernements pour qu'ils intègrent les Principes directeurs pour une alimentation saine et durable dans les textes, politiques et programmes pertinents.	• En l'absence de la mise en œuvre des Principes directeurs pour une alimentation saine et durable, il est difficile d'associer des actions à des résultats nutritionnels optimaux dans un pays.	• La FAO veille à ce que les Principes directeurs pour une alimentation saine et durable soient intégrés dans le rapport du Secrétaire général des Nations Unies de 2020 sur la population, la sécurité alimentaire et la nutrition, et le développement durable. • D'ici juin 2021, la FAO aura développé un outil d'évaluation des habitudes alimentaires saines et durables, comprenant un score permettant de mesurer l'adhésion de la population à des habitudes alimentaires saines et durables dans au moins quatre pays et deux régions.
	Faciliter, soutenir et plaider en faveur de la collecte, du partage et de la diffusion des données pour éclairer l'analyse des systèmes alimentaires et l'élaboration des politiques permettant l'accès physique et abordable à des aliments durables et sains.	• Les données décrivant toutes les facettes d'un système alimentaire aident les responsables politiques et les chefs d'entreprise à reconnaître les forces et les faiblesses des systèmes alimentaires pour la nutrition et à formuler des actions pour faire progresser la nutrition.	• D'ici juin 2021, la FAO aura rempli l'Outil FAO/OMS de diffusion de données individuelles de consommation alimentaire au niveau mondial (GIFT) avec 25 ensembles de données quantitatives supplémentaires sur la consommation alimentaire individuelle. • D'ici décembre 2021, la FAO aura regroupé les plateformes de connaissances de la FAO sur les pertes et les déchets alimentaires sur une seule et même plateforme.

Promouvoir la résilience : Lutter efficacement contre la malnutrition dans les contextes fragiles et touchés par les conflits

Ces dernières années, les conflits et les chocs climatiques sont devenus les principaux moteurs de l'augmentation de la faim dans le monde (FAO et autres, 2018). 60 % des personnes souffrant de la faim dans le monde vivent dans des régions touchées par des fragilités et des conflits, tandis que 13 des 19 États caractérisés par la FAO comme étant en situation de crise prolongée sont constamment restés au bas de l'Indice de la faim dans le monde. Au vu de ces tendances, il n'est pas surprenant qu'un plus grand nombre d'enfants encourent un risque de décès lié à l'émaciation et au retard de croissance dans les contextes fragiles (McDonald et autres, 2013), ni qu'il y ait un plus grand fardeau d'émaciation et de retard de croissance coexistant chez les jeunes enfants et les femmes enceintes exposés aux conflits (Rapport sur la nutrition mondiale 2018). Une bonne nutrition est essentielle à l'amélioration de la survie et de la résilience des personnes et des communautés locales, et donc à la réalisation du développement et de la stabilité à long terme.

Pour atteindre l'objectif 2030 d'éliminer la malnutrition sous toutes ses formes en ne laissant personne pour compte, les investissements dans la nutrition doivent bénéficier aux groupes les plus vulnérables dans les contextes fragiles. Cela permettra de sauver des vies, de protéger les moyens de subsistance et de renforcer la résilience face au nombre croissant de chocs causés par les événements climatiques extrêmes. Le Sommet marque un tournant car il donne l'occasion de toucher d'abord les personnes les plus en retrait et d'améliorer les progrès nutritionnels en promettant de :

1. Combler les déficits de financement et fournir un financement pluriannuel souple pour pouvoir intervenir plus rapidement afin d'atténuer les crises nutritionnelles potentielles et d'y faire face, et pour s'attaquer aux facteurs de la malnutrition ;
2. Adapter les services de base pour prévenir, prendre en charge et gérer la malnutrition à grande échelle ;
3. Améliorer la coordination et le partage des responsabilités entre les acteurs humanitaires et du développement, tout en tenant compte du contexte local.

En quoi consiste un bon engagement pour la résilience dans les contextes fragiles et touchés par les conflits ?

Les promesses d'engagement doivent porter sur un ou plusieurs des quatre domaines suivants :

1. **Des politiques et plans éclairés et adaptés aux risques.** Les gouvernements donateurs et bénéficiaires sont invités à s'engager dans des politiques et des plans pluriannuels en faveur de la nutrition qui fixent des objectifs collectifs pour réduire durablement la malnutrition en répondant aux besoins chroniques, en s'attaquant aux risques sociaux, politiques et climatiques sous-jacents et en intensifiant les interventions en réponse aux chocs. Les plans doivent également définir une répartition cohérente des responsabilités entre le gouvernement, les donateurs et les parties prenantes à la mise en œuvre, y compris les prestataires de l'aide humanitaire et de développement. Par exemple, les indicateurs nutritionnels doivent être intégrés dans les cadres de préparation et de gestion des catastrophes et les systèmes d'alerte précoce.
   Les engagements peuvent concerner la mise à l'échelle des services adaptatifs pour faire face à l'augmentation des besoins dans le cadre de la consolidation des systèmes de santé ou les investissements dans des filets de sécurité sociale contribuant à la nutrition pour les ménages les plus vulnérables.
2. **Un financement suffisant, souple et à long terme.** Les gouvernements, les donateurs et les organisations multilatérales sont invités à s'engager sur un financement pluriannuel souple pour aider les personnes à risque chronique à répondre à leurs besoins immédiats, pour gérer les besoins à long terme ainsi que les causes et les facteurs sous-jacents des chocs, et pour permettre la mise à l'échelle de ripostes rapides et immédiates aux chocs.
3. **Une coordination.** Les gouvernements, les organisations multilatérales, la société civile et les donateurs sont invités à prendre des engagements collectifs en vue de coordonner les actions entre les acteurs humanitaires et ceux du développement et entre les secteurs qui œuvrent à prévenir et à combattre la malnutrition.

4. **Le comportement responsable des entreprises.** Des engagements sont pris pour contribuer au bien-être des consommateurs et « ne pas nuire » dans ces contextes, et pour tirer parti des possibilités d'innovation et d'expertise dans le but d'améliorer la production, l'accessibilité physique et financière et la consommation d'aliments nutritifs dans les zones fragiles et difficiles à atteindre. Par exemple : les gouvernements peuvent s'engager à améliorer la législation, la réglementation et les mesures d'application, notamment en transposant le Code dans la législation nationale et en le mettant en application ; les entreprises peuvent s'engager à faire respecter le Code ; et les donateurs peuvent s'engager à fournir des financements à effet catalyseur pour mettre en œuvre des solutions dirigées par les entreprises dans les zones de fragilité.

Lire l'annexe : Mobiliser les engagements pour des changements en profondeur : résilience

Tableau 4 : Exemple d'engagement en faveur de la résilience

Type d'engagement	Politique
Exemple d'engagement	**Convenir d'un cadre de résultats pour l'ensemble des principaux ministères de tutelle, assorti d'objectifs visant à réduire l'émaciation, le retard de croissance, l'anémie due au faible poids à la naissance et l'insuffisance pondérale de 8 %. Mettre en place un mécanisme de coordination fonctionnel pour l'élaboration des plans.** **Investir un montant déterminé en millions USD dans des systèmes de données qui permettent une alerte et une intervention précoces efficaces.**
Action spécifique	**Élaborer et mettre en œuvre une politique pangouvernementale de 500 millions USD pour un système alimentaire tenant compte du risque.**
Partie responsable	**Ministère des Finances et de la Planification, avec les ministères de la Santé, des Affaires sociales et de l'Agriculture d'un gouvernement national.**
Mesurable	**Prévalence du retard de croissance, de l'insuffisance pondérale, du faible poids à la naissance, de l'émaciation et de l'anémie chez les enfants de moins de cinq ans.**
Base de référence	**Taux actuels de prévalence.**
Calendrier	**9-10 ans.**

Financer la nutrition : mobiliser de nouveaux investissements et favoriser l'innovation dans le financement de la nutrition.

Engagement général

Les engagements financiers contribueront à combler l'écart annuel de 8,2 milliards USD qu'il faut résorber d'ici à 2025 pour intensifier les interventions nutritionnelles à fort impact en vue d'atteindre les objectifs nutritionnels mondiaux de l'AMS et l'ODD 2, tels qu'identifiés dans le Cadre d'investissement pour la nutrition de la Banque mondiale.

Les engagements permettront également de développer et de poursuivre, d'ici à 2025, l'important programme de recherche sur les interventions contribuant à la nutrition et d'assurer le financement correspondant.

Contexte

En 2017, la Banque mondiale a publié un Cadre d'investissement pour la nutrition, qui estimait qu'il faudrait en moyenne 7 milliards USD par an entre 2016 et 2025 – en plus des 3,9 milliards USD prévus en 2015 pour atteindre les objectifs nutritionnels mondiaux de l'AMS (intégrés depuis dans les cibles des ODD) – pour lutter contre le retard de croissance et l'anémie chez les femmes, favoriser l'allaitement maternel exclusif et améliorer la prise en charge de l'émaciation sévère chez les jeunes enfants. Un financement intégral à ce niveau permettrait de réaliser des gains monumentaux, notamment une réduction de 3,7 millions de décès d'enfants de moins de cinq ans, de 65 millions de cas de retard de croissance chez les enfants et la prise en charge de 91 millions de cas de malnutrition aiguë sévère, selon des estimations prudentes (Shekar et autres, 2017). Les conséquences de la pandémie du COVID-19 ont fait passer le besoin de financement à 8,2 milliards USD par an.

Grâce à l'ajout d'un marqueur politique pour la nutrition dans la Norme commune de déclaration (CRS) de la Direction de la coopération et du développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), les donateurs pourront aussi rendre compte volontairement des programmes de nutrition dans tous les secteurs, ce qui génèrera des données permettant de mieux comprendre l'ampleur des dépenses multisectorielles en faveur de la nutrition.

Le Sommet représente un « tournant décisif » en vue d'atteindre les objectifs mondiaux en matière de nutrition et les ODD — plus de 4 milliards USD ont été engagés entre 2013 et 2020, doublant l'aide publique au développement (APD) pour la nutrition au cours des années suivantes (Sommet de la nutrition pour la croissance de 2013). Tout cela est en jeu, il est donc impératif que nous (1) obtenions des engagements significatifs et substantiels pour augmenter le financement de toutes les sources et (2) utilisions des approches plus stratégiques, novatrices et durables pour mobiliser, déployer et assurer l'efficacité de ces ressources. Sous la devise globale « plus d'argent pour la nutrition et plus de nutrition pour l'argent dépensé », plusieurs domaines d'action clés sont déterminés : accroître le financement national et l'inscrire dans la durée ; accroître le financement prévisible des donateurs ; établir des modèles de financement novateurs et à effet catalytique ; et améliorer les données, les mesures et la redevabilité pour un financement efficace.

Lire l'annexe : Plus d'argent pour la nutrition et plus de nutrition pour l'argent dépensé

Tableau 5 : Exemples d'engagements financiers

Partie prenante		Exemple d'engagement
Gouvernement	Pays disposant d'une marge de manœuvre budgétaire leur permettant d'assumer une part proportionnellement plus importante des dépenses de nutrition à mesure que le produit intérieur brut (PIB) augmente, notamment en soutenant les interventions de transition nutritionnelle portant sur le double fardeau de la malnutrition et les données pour la nutrition.	• S'engager à disposer de plans de nutrition chiffrés, fondés sur des données factuelles, comprenant des composantes de données et de Suivi et évaluation (S&E) (représentant 4 à 6 % de l'investissement total) d'ici 2025 ; • Consacrer une part des dépenses publiques de santé inscrites au budget correspondant à au moins 2,9 % des dépenses nationales de nutrition sur cinq ans ; ou • Consacrer au moins 10 USD par enfant et par an de dépenses nationales (inscrites au budget) pour des mesures nutritionnelles en appui aux plans nationaux chiffrés sur plus de cinq ans - le plus élevé des deux étant retenu.
		• Renforcer les mécanismes de suivi des ressources en nutrition à l'aide de systèmes durables de gestion financière et de données d'ici 2025 ; et
		• Améliorer la pertinence des ressources pour la nutrition en utilisant des outils de décision fondés sur des données probantes (par ex. OPTIMA Nutrition) d'ici 2025.
Partenaire de développement/ organisme des Nations Unies		• Garantir un montant déterminé en millions USD pour des investissements spécifiques à la nutrition et des investissements contribuant à la nutrition d'ici 2025 ;
		• Renforcer les sources de financement novatrices existantes grâce à des mécanismes de financement basés sur les résultats obligeant les bénéficiaires à rendre des comptes sur les améliorations mesurables de la couverture d'un ensemble consolidé d'interventions spécifiques à la nutrition, de données permettant une redevabilité, et de systèmes de mesures d'ici 2025 ; et
		• Apporter un montant spécifié de fonds par an pour appuyer les innovations en matière de données et d'éléments probants : • Le Fonds pour l'utilisation stratégique des données sur la nutrition (STUND), qui fournit une assistance technique pour les données et leur utilisation et pour tester les innovations concernant les systèmes de données ; et • Le Fonds Evidence to Action (E2A) qui soutient l'utilisation d'OPTIMA Nutrition et d'autres outils d'aide à la décision pour la planification des investissements et qui produit des données probantes sur les politiques contribuant à la nutrition et les programmes spécifiques.
		• D'ici 2021, rendre compte de tous les programmes nutritionnels, y compris des investissements spécifiques et contribuant à la nutrition, en utilisant le marqueur politique de la nutrition de l'OCDE.
Partenaire de la société civile		• Mobiliser un montant déterminé de millions USD de fonds privés pour des investissements spécifiques et contribuant à la nutrition d'ici 2025 ;
		• S'engager auprès des gouvernements et des partenaires de développement pour plaider en faveur de la mise en place de mécanismes de financement et de redevabilité durables pour les interventions spécifiques à la nutrition d'ici 2025 ; et • Collaborer avec les partenaires de développement et les gouvernements pour développer et poursuivre un programme de recherche clé pour les interventions contribuant à la nutrition et le financement associé d'ici 2025.

Financeur privé/ investisseur	**Devrait envisager d'étudier de nouvelles solutions de financement « à effet catalytique » et de s'appuyer sur les mécanismes novateurs existants tels que The Power of Nutrition pour catalyser davantage l'accélération des investissements dans les pays fortement touchés, les pays à faibles ressources et les pays en transition.**	• **Investir un montant déterminé en USD par des solutions de financement novatrices et catalytiques pour la nutrition qui permettront d'obtenir d'autres investissements du secteur privé et d'autres financements nationaux d'ici 2025.**

7. Références

Bhutta Z., Das J., Rizvi A., Gaffey F, Walker N., Horton S., Webb P., Lartey A., Black RE, Group TL, Groupe d'étude sur la nutrition maternelle et infantile. « Evidence-based interventions for improvement of maternal and child nutrition: what can be done and at what cost? » (Interventions fondées sur des données probantes pour améliorer la nutrition maternelle et infantile : que peut-on faire et à quel prix ?) The Lancet. Août 2013. Vol. 382(9890) : p. 452-477. Consulté sur : https://www.thelancet.com/ journals/lancet/article/PIIS0140-6736(13)60996-4/fulltext.

Development Initiatives, 2018. Rapport sur la nutrition mondiale 2018 : Sensibiliser pour stimuler l'action en matière de nutrition. Bristol, Royaume-Uni : Development Initiatives. Consulté sur : https://globalnutritionreport.org/reports/global-nutrition-report-2018/

Ebi K., Hasegawa T., Hayes K., Monaghan A., Paz S., Berry P., Health Risks of warming of 1.5°C , 2 °C , and higher, above pre-industrial temperatures, Environmental Research Letters, IOP Science, 13(6). Consulté sur : https:// iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/aac4bd/meta

FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2018. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Rome, FAO.

Fanzo, J., Hawkes, C. et Rosettie, K. 2016. Global Nutrition Report Guidance Note on Making Smarter Commitments to Nutrition Action (Note d'orientation du Rapport sur la nutrition mondiale concernant la prise d'engagements plus SMART en faveur de la nutrition), 2016, Institut international de recherche sur les politiques alimentaires : Washington D.C. Consulté sur : https://globalnutritionreport.org/reports/global-nutrition-report-2018/the-fight-against-malnutrition-commitments-and-financing/#note-8476f2ff-36

GBD 2017 Diet Collaborators, « Health effects of dietary risks in 195 countries, 1990-2017 : a systematic analysis for the Global Burden of Disease Study 2017 » (Les effets sur la santé des risques alimentaires dans 195 pays, 1990-2017 : une analyse systématique pour l'étude de la charge mondiale des maladies 2017). The Lancet, avril 2019. Consulté sur : https://doi.org/10.1016/S0140- 6736(19)30041-8

Horton, S., et Hoddinott, J. 2014. « Benefits and Costs of the Food Security and Nutrition Targets for the Post 2015 Development Agenda ». (Avantages et coûts des objectifs de sécurité alimentaire et de nutrition pour le programme de développement post-2015) Copenhagen Consensus Center. Consulté sur : https://www.copenhagenconsensus.com/ publication/post-2015-consensus-food-security-and-nutrition-perspective-horton-hoddinott

McDonald C.M., Olofin I, Flaxman S., Fawzi W.W., Spiegelman D., Caulfield L.E., et autres 2013. « The effect of multiple anthropometric deficits on child mortality: meta-analysis of individual data in 10 prospective studies from developing countries. » (L'effet de déficits anthropométriques multiples sur la mortalité infantile : méta-analyse de données individuelles dans 10 études prospectives de pays en développement). Am J Clin Nutr. 2013; 97(4):896-901. Consulté sur : https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/23426036

MQSUN+. « Guidelines for Nutrition Commitment 'SMARTness' Assessment. » (Directives pour l'évaluation du caractère « SMART » des engagements nutritionnels) PATH. Washington D.C. 2018. Nutrition for Growth Accountability Working Group Good Pledge Guide, 2019. (Guide de bonnes pratiques pour la prise d'engagements du Groupe de travail sur la redevabilité en matière de nutrition pour la croissance), 2019.

Organisation de coopération et de développement économiques, Norme commune de déclaration. 2014. Consulté sur : http://www.oecd.org/tax/automatic-exchange/common-reporting-standard/

Shekar, M., Kakietek, J., Dayton Eberwein, J., Walters, D., « An Investment Framework for Nutrition: Reaching the Global Targets for Stunting, Anemia, Breastfeeding, and Wasting. » (Un cadre d'investissement pour la nutrition : Atteindre les cibles mondiales pour le retard de croissance, l'anémie, l'allaitement maternel et l'émaciation). Directions in Development--Human Development. Washington, DC : Banque mondiale. 2017, Consulté sur : https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/26069.

Springmann M., Mason-D'Croz D., Robinson S., Garnett T., Godfray C., Gollin G. et al, Global and regional health effects of

future food production under climate change: a modelling study (Effets sanitaires mondiaux et régionaux de la production alimentaire future dans le cadre des changements climatiques : une étude de modélisation), The Lancet, 387(10031):1937-1946, Mai 2016. Consulté sur : https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(15)01156-3/fulltext

Willet, W., Rockstrom, J., Loken, B., Springman, M, Lang, T., Vermeulen, S., et autres 2019. Food in the Anthropocene: The Eat-Lancet Commission on healthy diets from sustainable food systems. (L'alimentation dans l'Anthropocène : la commission Eat-Lancet sur les habitudes alimentaires saines issues de systèmes alimentaires durables). The Lancet, 3939 (1070):447-492.

Organisation mondiale de la Santé, « Double-duty actions for nutrition : Policy brief ». (Mesures à double usage pour la nutrition. Note d'orientation). Genève : Organisation mondiale de la Santé. 2017 WHO/NMH/NHD/17.2 ; Consulté sur : https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/255414/WHO-NMH-NHD- 17.2-eng.pdf?ua=1

[2] Les exemples sont tirés de la Note d'orientation du Rapport sur la nutrition mondiale concernant la prise d'engagements SMART en faveur de la nutrition et des directives MQSUN+ pour l'évaluation du caractère « SMART » des engagements nutritionnels, PATH, août 2018.

CENTRE

TOKYO
NUTRITION
FOR GROWTH
SUMMIT 2021
Food, Health, & Prosperity for All